



## Les Observatoires des tarifs bancaires

Simultanément à la parution du premier rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) institué par la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010, l'IEDOM a publié le premier rapport d'activité de son Observatoire des tarifs bancaires de sa zone d'intervention. Mis en place en 2009 à la demande du ministère de l'économie, il a été entériné par la loi de régulation bancaire et financière. Le rapport couvre la période d'avril 2009 à avril 2011 et montre d'une part que les tarifs bancaires ont été, dans les DOM, majoritairement orientés à la baisse au cours de cette période et d'autre part que, pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs sont moins élevés dans les DOM qu'en métropole.

1 - Le rapport de l'IEDOM est disponible en téléchargement sur :

[http://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport\\_iedom\\_observatoire\\_tarifs\\_bancaires\\_-\\_novembre\\_2011.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport_iedom_observatoire_tarifs_bancaires_-_novembre_2011.pdf)

2 - le rapport du CCSF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-OTB-2011.htm>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Créer de la valeur ajoutée et de l'emploi en outre-mer

Dans le cadre de l'année des outre-mer, l'AFD a organisé en partenariat avec le CEROM, le 25 novembre 2011, une conférence sur les défis pour les économies ultramarines de créer de la valeur ajoutée et de l'emploi, dans un contexte en profonde mutation.

Les thèmes spécifiques abordés ont porté sur l'insertion professionnelle des jeunes ultramarins et les migrations, les spécificités des entreprises ultramarines, la formation professionnelle, les échanges économiques régionaux et la compétitivité.

Cette manifestation a réuni de nombreux participants venant d'outre-mer ou de métropole. La diversité des participants – universitaires et experts, chefs d'entreprises, élus, représentants de collectivités territoriales - a permis des échanges riches et variés.

### Publications

**1- Médiation du crédit aux entreprises :** Le rapport d'activité 2010-2011 est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-annuel-2010-2011-de-la-Mediation-du-credit-au-President-de-la-Republique>

**2- Banque de France :** L'indicateur de suivi du financement des micro-entreprises à fin septembre 2011.

Le document est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/2011-09-stat-info-financement-des-microentreprises-france-trimestriel.pdf>

**3 – INSEE :** En 2010, la moitié des PME d'au moins dix personnes ont recherché un financement, Luc Sauvadet, INSEE Première n° 1379, novembre 2011. Le document est disponible sur :

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1379/ip1379.pdf>

**4 – Commission européenne :** Alléger les charges imposées aux PME par la réglementation – Adapter la réglementation de l'UE aux besoins des micro-entreprises. Le rapport au Conseil et au Parlement est disponible sur :

[http://ec.europa.eu/governance/better\\_regulation/documents/minimizing\\_burden\\_sme\\_FR.pdf](http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/documents/minimizing_burden_sme_FR.pdf)

**5 – ACP :** Mobilité bancaire. Le rapport au ministre de l'économie et au Comité consultatif du secteur du secteur financier est disponible sur :

<http://www.banque-france.fr/acp/publications/etudes/20110911-ACP-rapport-sur-la-mobilitte-bancaire.pdf>

**6 – FBF :** Quelle garantie pour vos dépôts ? Le mini-guide n° 6 de la série « les clés de la banque » est disponible en téléchargement sur :

[http://www.fbf.fr/Web/Internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/\\$File/Mini-Guide%206.pdf](http://www.fbf.fr/Web/Internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/$File/Mini-Guide%206.pdf)

**7 – Antilles :** Médiation de l'hôtellerie en Guadeloupe et Martinique, Alain Bodon, Inspection générale des finances, octobre 2011.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : [http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_mediation\\_antilles.pdf](http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_mediation_antilles.pdf)

### Nomination

**1-** Mme Anne Le Lorier a été nommée second-sous gouverneur de la Banque de France en Conseil des ministres du 7 novembre 2011, en remplacement de M. Jean-Pierre Landau.

**2-** M. René Ricol, commissaire général à l'investissement a été nommé par le ministre de l'économie, coordinateur de l'ensemble des dispositifs de soutien aux entreprises.

# SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

## Croissance soutenue de l'encours des crédits à fin septembre 2011

A fin septembre 2011, l'activité de crédit en Guadeloupe reste dynamique. A 7,5 milliards €, l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 8,5 % sur un an (+594,1 millions €) après +8,8 % en juin 2011.

Le dynamisme observé sur le financement des entreprises au 2ème trimestre se confirme au 3ème trimestre 2011. L'encours de crédit porté par les entreprises de Guadeloupe augmente de 9,7 % (+318 millions €) en septembre 2011 (après +7,3 % en juin) pour atteindre 3,6 milliards €. Les crédits immobiliers continuent d'évoluer à un rythme soutenu (+12,1 % après +9,1 % en juin). La croissance des crédits d'investissement s'accélère à fin septembre : l'encours progresse de 9,1 % (soit +121 millions €) sur un an contre +7,3 % en juin.

A l'inverse, après avoir enregistré un léger rebond en juin, l'encours de crédits d'exploitation, en repli depuis fin 2008, diminue à nouveau (-24,3 millions € soit -3,1 % sur un an après +0,2 % en juin 2011).

L'encours sain des crédits aux ménages (2,8 milliards €) augmente de 7,1 % (+187,3 millions €) à fin septembre, soit une évolution similaire au trimestre précédent. L'encours des crédits à l'habitat affiche un taux de croissance stable par rapport à juin 2011 (+8,2 %). Parallèlement, le financement de la consommation affiche un nouveau ralentissement de son rythme de croissance (+5,1 % sur un an après +5,3 % en juin 2011 et +6,4 % en mars 2011). Cette perte de vigueur est en lien avec le recul de la consommation dans le département au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 dans un contexte économique jugé plus incertain.

## Faible hausse des actifs financiers au troisième trimestre 2011

A fin septembre 2011, le rythme de croissance des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe accuse un ralentissement. L'encours, à 6,6 milliards €, enregistre son plus faible taux de croissance annuelle depuis fin décembre 2010 (+3,9 % contre +5,4 % en juin 2011). Cette évolution est inférieure à la croissance annuelle moyenne des quatre dernières années (+6,4 %).

La décélération des actifs financiers est liée à la perte de vitesse des dépôts à vue (+2,9 % après +5,4 % en juin 2011), principaux actifs financiers détenus par les agents économiques du département (33,4 % du total). L'épargne longue connaît un essoufflement (+4,5 % contre +8 % en juin 2011), notamment en matière d'assurance-vie (+7,6 % après +12,1 % au trimestre précédent). A l'inverse, après un timide redressement en juin 2011 (+3 %), les placements liquides ou à court terme enregistrent une accélération de leur rythme de croissance (+4,4 % sur un an).

## Reprise de l'activité économique en 2010 selon les comptes rapides CEROM

En 2010, le Produit Intérieur Brut (PIB) régional progresse de 2,7 % en volume, marquant ainsi le retour de la croissance en Guadeloupe. Cette évolution est presque deux fois plus élevée qu'en France métropolitaine (1,5 %). Mais, en 2009, la récession avait été plus marquée dans la région : -4,8 % contre -2,7 % au niveau national.

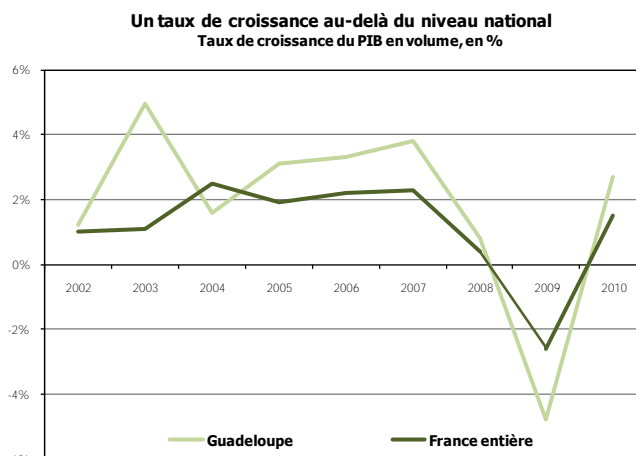
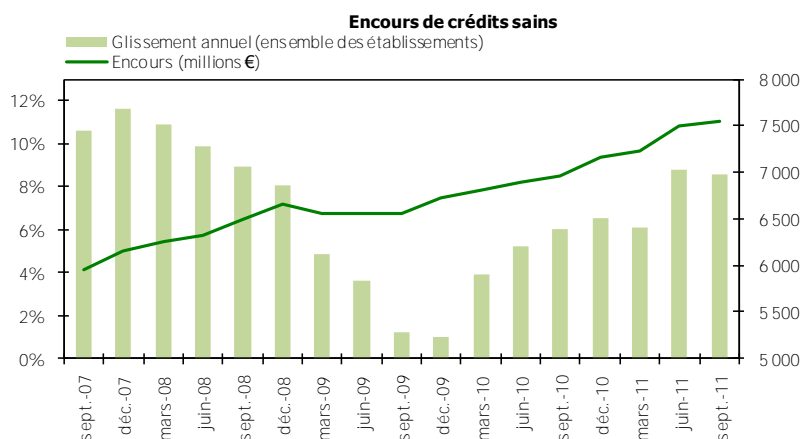
En volume, le PIB reste à un niveau inférieur à celui atteint en 2008, année où les premiers signes de la crise se sont fait sentir. Seulement la moitié de la baisse mesurée en 2009 a été compensée en 2010. La croissance est tirée par la reprise de l'investissement qui contribue pour 1,6 point à l'évolution du PIB.

La consommation des ménages se redresse également et explique plus de un point d'évolution de PIB. Le commerce extérieur trouve un second souffle : imports et exports sont en nette augmentation et le tourisme a connu une reprise. Seule la consommation des administrations publiques régresse.

L'étude est disponible sur le site du partenariat [CEROM](#).

## Publication

La note expresse n° 129 « Tendances conjoncturelles » relative au 3ème trimestre 2011 en Guadeloupe est parue. Vous pourrez la télécharger librement, ainsi que ses annexes statistiques, sur le site <http://www.iedom.fr> et vous abonner à nos publications périodiques au format PDF à la même adresse.



Source : INSEE - CEROM - Comptes rapides

# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

---

## Revalorisation du SMIC au 1<sup>er</sup> décembre

L'arrêté sur la revalorisation du salaire minimum de croissance au 1<sup>er</sup> décembre 2011 a été publié le 30 novembre au Journal officiel. Le montant du SMIC applicable en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon s'établira, à compter de cette date, à 9,19 euros brut de l'heure. Cette hausse de 2,1 % résulte de la progression de l'inflation, qui a dépassé fin octobre le seuil de 2 % entraînant une revalorisation automatique. Le décret fixe également à 3,43 euros le montant du minimum garanti, qui sert notamment au calcul des avantages en nature dans les professions de l'hôtellerie et de la restauration.

## Médiation de l'hôtellerie aux Antilles

M. BODON, Inspecteur général des finances, a remis au gouvernement son rapport sur la médiation de l'hôtellerie en Guadeloupe et Martinique. Dans le cadre de cette mission, qui s'est déroulée sur une période de six mois, 103 établissements hôteliers ont été visités. Des réunions ont été organisées avec l'ensemble des services compétents pour les deux tiers d'entre eux et des solutions (totales ou partielles) trouvées pour 50 hôtels en Martinique et 25 en Guadeloupe. Au-delà des dettes fiscales et sociales, de nombreux sujets ont été évoqués et en particulier les problèmes se rapportant aux demandes de financement Région/FEDER et État en matière de rénovation ; au classement hôtelier ; aux crédits bancaires ou à la formation professionnelle. Plusieurs propositions sont faites concernant l'hôtellerie et le tourisme. Le rapport propose également la mise en place d'une mission permanente de médiation relative au tourisme, compte-tenu de l'importance de cette activité pour le développement de l'économie et de l'emploi.

## Nouveau bateau de croisière à l'escale en 2012

A compter du 14 novembre 2012, un nouveau bateau de croisière, le Brilliance of the Seas, fera escale chaque mercredi à Pointe-à-Pitre. Ce navire de 293 mètres et d'une capacité de 2 500 passagers appartient à la compagnie américaine Royal Caribbean Cruise Line (RCCL), deuxième groupe mondial de croisière basé à Miami. Il réservera notamment à l'embarquement 300 places à la clientèle française de l'hexagone et des Antilles. Le Comité du tourisme des Iles de Guadeloupe estime l'impact économique de ce nouveau navire à environ 5 millions d'euros par saison.

## Reprise de la liaison Air France entre Pointe-à-Pitre et Roissy

Afin de faciliter l'accès des clientèles européennes aux Antilles françaises (qui représentent aujourd'hui moins de 5 % des voyageurs arrivant à l'aéroport Pôle-Caraïbes) et suite à l'annonce du Président de la République en janvier dernier, la liaison aérienne hebdomadaire d'Air France entre l'aéroport de Roissy et la Guadeloupe a été réouverte. Le vol inaugural a eu lieu le 5 novembre, et suscite l'espoir que cette liaison aérienne aura plus de succès que les tentatives de 2001, 2003 et 2005. La Martinique et la Guadeloupe ont mené en amont une campagne de promotion en Allemagne, en Suisse, en Belgique et en Italie, afin d'accroître leur visibilité face aux concurrents dominicains et cubains.

## Deux entreprises innovantes récompensées

La septième édition du Prix Inter-Entreprises du manager s'est déroulée en Guadeloupe, Martinique et Guyane. L'édition Guadeloupe, qui s'est tenue le 28 novembre au Complexe World Trade Center (CWTC), a permis de mettre en valeur deux entreprises innovantes du département. Le premier prix a été décerné à Maud Lurel, directrice de l'entreprise « Cochon pays Guadeloupe », et le second prix à l'entreprise « Phytobôkaz », dont le gérant est le Dr Henry Joseph. Le Prix Inter-Entreprises du manager Antilles-Guyane est organisé par Francette Rosamont, directrice des éditions Inter-Entreprises, avec l'appui d'un comité d'experts (AFD, IEDOM, ARACT, Direction du travail, Services du Conseil Régional...).

## Troisième conférence des Présidents des Régions françaises d'Amérique

La troisième Conférence des Présidents des Régions Françaises d'Amérique a eu lieu lundi 05 décembre 2011 en Guyane. Parmi les décisions prises figurent l'invitation des collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy à rejoindre l'Union Régionale des Antilles et de la Guyane (URAG) et la création d'un Comité de Liaison Interportuaire Antilles-Guyane.

# ACTUALITE REGIONALE

---

## Prise de fonction du nouveau préfet à Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Philippe Chopin, nommé le 16 novembre en conseil des ministres Préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sur proposition du Premier ministre, a pris ses fonctions le 12 décembre. Son prédécesseur, Jacques Simonnet a été nommé Préfet hors cadre.

## Renforcement de la coopération entre Saint-Martin et Sint Maarten

La première commission mixte sur la coopération entre Saint-Martin et Sint Maarten s'est tenue vendredi 2 décembre à la CCISM sous l'égide du préfet, du président de la COM et du premier ministre de Sint Maarten, en présence de tous les acteurs concernés. Il s'agissait de fixer pour la première fois le cadre légal de la coopération entre les deux parties de l'île. Au cours de cet échange les thèmes de la sécurité, du transport, de l'aménagement du territoire, des affaires sociales et du développement économique ont été abordés. Une lettre d'intention a été rédigé, dont les termes seront dévoilés après ratification du Conseil exécutif de la partie française et du Conseil des ministres du côté hollandais. Cet accord définit notamment un cadre pour les échanges futurs entre les deux parties de l'île : une commission mixte se réunira une fois par an et une commission technique chaque trimestre.

## Géothermie et coopération avec la Dominique

La campagne de forages exploratoires visant à préciser le potentiel géothermique de La Dominique et à définir l'implantation de futurs forages d'exploitation a été lancée le 5 décembre. Cette campagne fait suite à une première étude, cofinancée par le programme Interreg IIIB et conduite par la Région Guadeloupe, qui avait confirmée l'existence d'un potentiel permettant d'envisager la construction d'une unité capable de produire entre 100 et 120 MW d'énergie à La Dominique, dont 90 % serait distribués à la Guadeloupe et la Martinique par des câbles sous-marins.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France	Octobre 2011	125,4	-0,5 %	2,0 %
<b>Chômage</b> (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Octobre 2011	56 370	-0,6 %	7,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations - (en M€)	Septembre 2011	11	-	45,4 %
	Importations - (en M€)		178	-	1,0 %
<b>Energie</b> (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Octobre 2011	29	-22,3 %	-24,9 %
	<i>Cumul annuel</i>		373		-4,5 %
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées	Octobre 2011	523	-	8,3 %
		<i>Cumul annuel</i>	4 763		2,0 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Octobre 2011	21 537	0,3 %	-0,1 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Octobre 2011	459	22,4 %	11,4 %
	<i>Cumul annuel</i>		4 387	-	-9,6 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin novembre</i>	338	-	7,6 %
<b>Entreprises</b> (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet	Novembre 2011	1 279	1,2 %	-34,0 %
	- Montant en milliers €	<i>cumul annuel</i>	15 389	-	-1,1 %
	- Nombre	Novembre 2011	109	-11,4 %	-21,0 %
		<i>cumul annuel</i>	1 385	-	-0,6 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Octobre 2011	124 778	13,8 %	5,9 %
	<i>Cumul annuel</i>		1 629 324	-	6,0 %
<b>Trafic portuaire</b> (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)	<i>Cumul à fin Octobre 2011</i>	2 662 059	-	8,9 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		617 678	-	-4,2 %
<b>Immatriculations</b> (Source : CGDD)	Immatriculations de véhicules neufs (VPN+VUN)	Septembre 2011	1 471	23,8 %	-10,8 %
		<i>Cumul annuel</i>	12 342	-	1,6 %
<b>Construction</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	Octobre 2011	21 595	4,3 %	9,7 %
	<i>Cumul annuel</i>		194 050	-	-2,7 %
<b>Banane</b> (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes)	Août 2011	5 516	2,8 %	45,5 %
	<i>Cumul annuel</i>		37 525	-	87,2 %

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	09/11/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	09/11/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	09/11/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

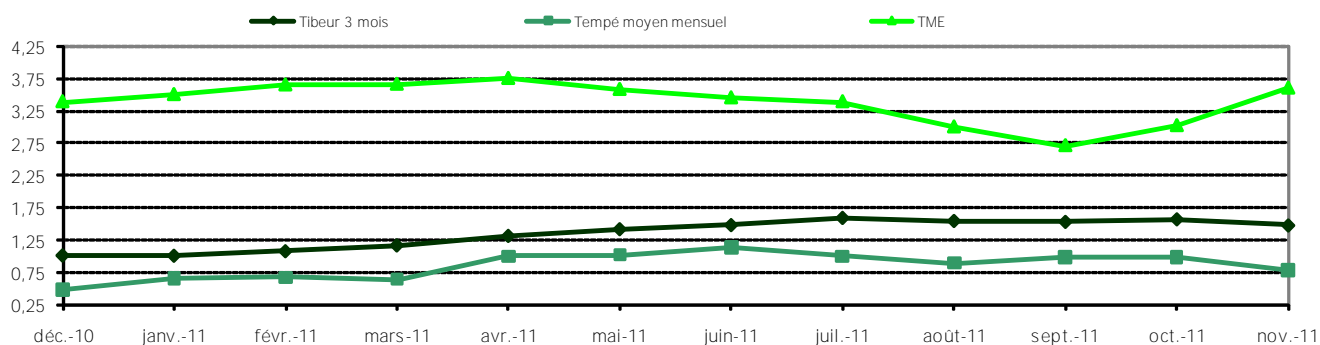
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2011)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,8972%	0,9963%	0,9835%	0,7845%	1,2220%	1,4810%	1,7040%	2,0420%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	octobre	Novembre
3,00%	2,71%	3,02%	3,60%	3,20%	2,91%	3,22%	3,80%

### Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	<b>16,62%</b>
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	<b>10,10%</b>
Prêts à taux variable	5,61%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts relais	6,28%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>9,61%</b>
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>5,52%</b>
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>6,36%</b>
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Découverts en compte (1)	<b>13,84%</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>6,36%</b>
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65%	Découverts en compte (1)	<b>13,84%</b>

(f) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

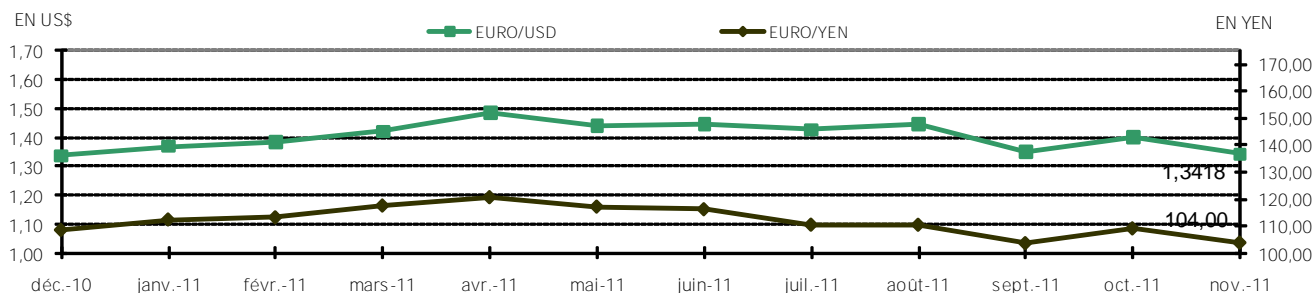
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3418	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9570	EURO/SRD (Surinam)	4,43690
EURO/JPY (Japon)	104,0000	EURO/BWP (Botswana)	9,98540	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,40670
EURO/CAD (Canada)	1,3678	EURO/SCR (Seychelles)	17,5512	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,6163
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85580	EURO/MUR (Maurice)	39,3675	EURO/BBD (La Barbade)	2,68910
EURO/SGD (Singapour)	1,7261	EURO/BRL (Brésil)	2,4341	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,61000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4436	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,77430	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2846,3607	EURO/XCD (Dominique)	3,6302	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

<b>1 EURO =</b>	<b>40,3399 BEF</b>	<b>6,55957 FRF</b>	<b>40,3399 LUF</b>	<b>200,482 PTE</b>	<b>15,6466 EEK</b>
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE - Responsable de la rédaction : Charles APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activités la Providence - Zac de Dothémare - 97139 - Les Abymes

Achevé d'imprimer le 14 décembre 2011 - Dépôt légal : décembre 2011 - ISSN 1240 - 3806